

Depuis mon dernier discours, il s'est produit des événements importants dans les Antilles du Commonwealth, des incidents que certains Canadiens ont considérés avec anxiété comme les signes d'un grand malaise. Il y a eu des émeutes et des protestations contre la propriété canadienne à Trinidad et Tobago, mais je dois souligner que ce n'était pas seulement à la propriété canadienne qu'en voulaient ceux qui sont alors descendus dans la rue. Il y a eu des manifestations plus ou moins anti-canadiennes et, à d'autres occasions, on a vertement critiqué les politiques du Canada. Bien sûr, les Canadiens ne devraient pas croire qu'ils sont en quelque sorte à l'abri de toute critique et qu'ils devraient être aimés universellement et estimés éternellement. Nous croyons tout à fait normal qu'il existe de l'anti-américanisme, mais nous ne saurions être à l'abri de toute critique ou de l'incompréhension; ces incidents ne me touchent donc pas outre mesure. Ce serait cependant commettre une erreur que de donner trop d'importance à ces incidents et de les considérer comme preuve d'une haine profonde ou d'une hostilité continue envers le Canada. Adopter une telle attitude ou conclure à un tel jugement serait faire preuve de bien peu de sagesse. Mais n'en tenir aucun compte, prétendre que rien ne s'est réellement produit, serait à mon avis également une erreur. Nous ne devons ni ne pouvons prendre pour acquis ces voisins, comme d'ailleurs n'importe quels voisins. Ils ont des griefs et je me félicite qu'ils les expriment avec candeur et parfois avec passion.

Comme je l'ai dit à la Chambre, lorsqu'on a annoncé la décision unilatérale de mettre fin à la subvention de 29c. sur le sucre, ce fut une mauvaise chose de l'annoncer et une chose terrible de la prendre unilatéralement. C'était une erreur magistrale, et je suis content de voir que le gouvernement, qui méritait d'être blâmé pour l'avoir faite, s'est ressaisi, a changé d'idée et a maintenu la subvention pour au moins un an, et j'espère qu'il faudra plus d'un an avant qu'on prenne des arrangements concrets, sensés et raisonnables.

Il existe des problèmes concernant l'immigration, bien que je sois convaincu que notre politique d'immigration actuelle est bien meilleure qu'elle ne l'était avant, mais il existe encore certains problèmes et malentendus. Bien des gens des Antilles du Commonwealth prétendent parfois que nous ne sommes prêts à accepter que leurs meilleurs citoyens. Étant au fait de la morne et triste histoire de la migration des gens des Maritimes vers d'autres régions de l'Amérique du Nord, je respecte beaucoup ces sentiments.

Lorsque je me trouvais, il y a quelques semaines, à la Barbade—et un regard au dehors aujourd'hui me fait regretter de ne pas avoir pu y rester—on m'a souvent demandé pourquoi le Canada n'était pas représenté à Bridgetown, étant donné l'excellent haut-commissariat de la Barbade à Ottawa. Cette situation incroyable me rend mal à l'aise. Notre programme d'austérité n'est sûrement pas rigide au point de nous empêcher d'avoir une mission dans le pays amical et pittoresque qu'est la Barbade, où tant de Canadiens ont des intérêts financiers personnels à titre de résidents. C'est, en réalité, une région où de très importants intérêts canadiens sont en jeu. Naturellement, nous devrions, de notre côté, créer immédiatement une mission à la Barbade. Nous en avons d'excellentes à Trinidad et Tobago et à la Jamaïque. J'ai eu récemment l'occasion de les visiter, mais je déplore qu'on ait trouvé

nécessaire de réduire les effectifs de ces importantes missions. Je reconnais qu'on a fait du bon travail et que notre pays est bien considéré dans la région, d'une façon générale, et pas seulement à cause de notre qualité oblique et négative de n'être ni Anglais ni Américains, compliment qui ne me satisfait jamais beaucoup. J'espère que ce n'est pas pour cela.

Dans cette région, on a grandement besoin de nouveaux services; ce ne sont pas les occasions qui manquent. Parlant de ce sujet lors d'une législature antérieure, j'ai cité un éminent érudit canadien, le professeur Kontak, de l'Université Saint-François-Xavier, qui connaît bien les Caraïbes et les Antilles du Commonwealth. A son retour d'une récente visite prolongée aux Antilles du Commonwealth, le professeur Kontak a signalé que l'amitié qu'il y a trouvée à l'égard du Canada est presque incroyable. Il a dit:

Cette amitié suscite un double sentiment de fierté et d'embarras; sentiment de fierté parce que le Canada s'est comporté de façon à engendrer ce sentiment, et sentiment d'embarras parce qu'il a accompli si peu comparativement à ce qu'il est capable et peut se permettre de faire.

Je ne peux mieux résumer mes propres sentiments par rapport à l'enjeu et aux possibilités que nous offre la région. Bien que je sois d'une partie du Canada qui a été longtemps négligée—j'ajoute en toute candeur qu'elle ne l'a jamais été autant que par le gouvernement actuel—je ne me rallie pas à ceux qui croient que l'interruption de l'aide extérieure nous apporterait par quelque miracle une prospérité interne. C'est faux. Même s'il y entre de l'égoïsme, nous devons nous intéresser à certaines régions de ce qu'on appelle parfois le village global et même nous y engager. Ce qui ne m'empêche pas de répéter ce que j'ai souvent dit depuis que je suis à la Chambre des communes: je doute que les ressources du Canada nous permettent d'échafauder des programmes sérieux d'aide à 65 ou 70 pays du monde. C'est impossible.

• (5.10 p.m.)

Dans bien des cas, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Aussi, nous devons choisir les régions où nous pouvons espérer être efficaces. A mon avis, aucune région du monde avec laquelle nous avons des contacts, dont nous nous préoccupons et qui nous intéresse, ne mérite de plus haute priorité que celle des pays antillais du Commonwealth. Non seulement pouvons-nous y être efficaces, mais notre aide, notre intérêt, notre collaboration et notre amitié peuvent être décisifs dans certaines parties de cette région où la vie politique et économique de certaines collectivités est très précaire, où les problèmes et les difficultés risquent trop facilement d'écraser les institutions, d'ébranler leur stabilité, de créer le genre de situations qui ne leur apportent rien de bien, ni au Canada, ni à ceux qui croient dans un monde libre et pacifique.

Ma motion tente d'indiquer les domaines où selon moi, nous pouvons faire davantage. Je crains vivement depuis quelque temps que le point culminant atteint en 1966—alors que l'ancien premier ministre, M. Pearson, convoquait à Ottawa une conférence des chefs de gouvernement—n'ait été très supérieur à celui où nous nous trouvons à l'heure actuelle. Nous aurions dû prendre l'initiative, afin d'assurer la tenue d'une autre réunion